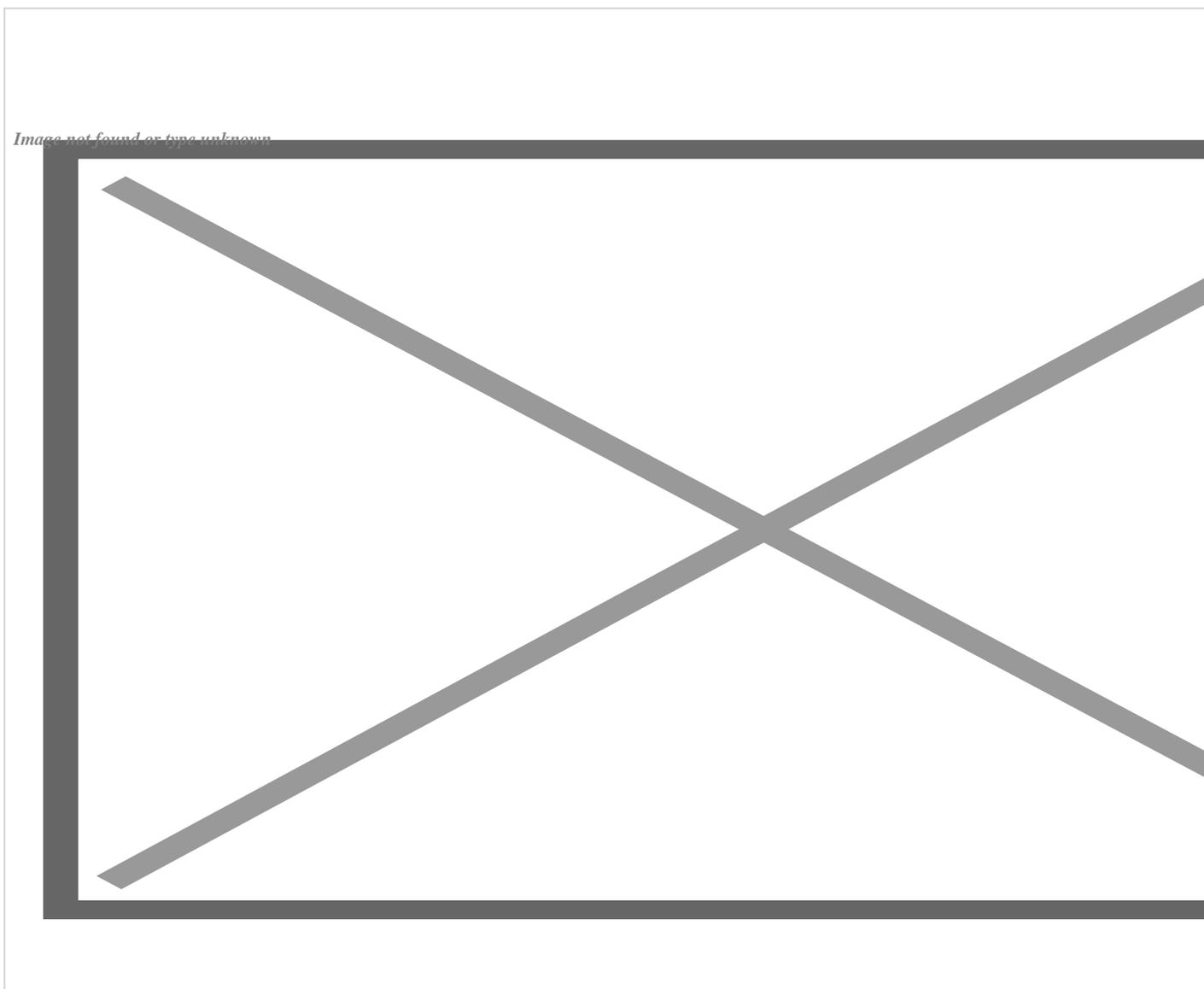


Milei contre les peuples indigènes



Par María Josefina Arce

Le gouvernement du président Javier Milei a une fois de plus été remis en question et a montré au monde sa position xénophobe et colonialiste à l'égard des peuples indigènes. L'Argentine a été le seul pays à voter ces derniers jours à l'ONU contre une résolution visant à protéger les droits de ces groupes ethniques.

Pour beaucoup, il est inacceptable que le gouvernement s'oppose à une telle résolution alors que, selon le recensement de la population de 2022, 58 peuples indigènes vivent en Argentine.

La position du gouvernement nie, entre autres droits reconnus dans le document, le fait que les peuples indigènes doivent participer aux décisions concernant leurs territoires ancestraux.

Cependant, cela n'est pas une surprise si l'on tient compte de la position de Milei, qualifiée de raciste, à l'égard des peuples indigènes. Ni lors de sa campagne électorale, ni lors de sa prise de fonction en décembre de 2023 la présidence, les problèmes qui affectent ces communautés ont été une priorité.

Les populations indigènes d'Argentine sont aujourd'hui invisibles. Ils souffrent de la pauvreté, de la dépossession de leurs territoires, de la malnutrition de leurs enfants et de multiples formes de violence institutionnelle.

Le président ultra-libéral a supprimé le Registre national des communautés indigènes, ce qui a été décrit comme un pas en arrière dans la lutte pour les droits des indigènes.

Cette agence fonctionne depuis 30 ans, sans laquelle la participation de ces communautés aux décisions importantes est diluée, comme l'ont dénoncé de nombreuses personnes.

Les peuples inscrits dans ce registre étaient protégés par la Convention des peuples autochtones de l'Organisation internationale du travail et par la loi sur la politique autochtone et le soutien aux communautés autochtones.

Pour ne rien arranger, Milei a changé le nom du Salón de Pueblos Originarios de la Casa Rosada, le siège du gouvernement.

L'attitude de l'exécutif actuel a été condamnée par plusieurs secteurs et organisations argentins qui défendent les prérogatives des citoyens dans la nation sud-américaine.

Nombreux sont ceux qui, en Argentine, ont qualifié de rétrograde, de honteux et de contraire à la constitution le vote du pays à l'ONU contre la résolution en faveur des droits des peuples indigènes.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/369809-milei-contre-les-peuples-indigenes>



Radio Habana Cuba